

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMED-AO-25 du 19 août 2025)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) rattachée à :  
État – Ministère de la Transition écologique

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par arrêté  
préfectoral n°13-2025-12-02-00007 du 02 décembre 2025

#### *Objet du marché*

Travaux d'entretien spécialisé et réparation des ouvrages d'art - Réseau routier de la  
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée : départements Alpes-de  
Haute-Provence (04) et Hautes-Alpes (05)

Le présent CCAP comporte 2 annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	10
1-6. Dispositions générales.....	10
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	14
1-8 Ordres de service.....	14
1-9. Propriété intellectuelle.....	15
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>16</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	16
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	16
3-3. Variation dans les prix.....	24
3-4. Modalités particulières de paiement.....	25
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	26
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	26
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXECUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>27</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	27
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots.....	27
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	28
4-4. Autres pénalités.....	28
4-5. Interventions urgentes.....	34
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>35</b>

<b>5-1. Retenue de garantie.....</b>	<b>35</b>
<b>5-2. Avances.....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>36</b>
<b>6-1. Provenance des matériaux et produits.....</b>	<b>36</b>
<b>6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....</b>	<b>36</b>
<b>6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.</b>	<b>36</b>
<b>6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....</b>	<b>36</b>
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>37</b>
<b>7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....</b>	<b>37</b>
<b>7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....</b>	<b>37</b>
<b>7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....</b>	<b>37</b>
<b>7-4. Piquetage général.....</b>	<b>37</b>
<b>7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....</b>	<b>38</b>
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....</b>	<b>38</b>
<b>8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....</b>	<b>38</b>
<b>8-2. Études d'exécution des ouvrages.....</b>	<b>38</b>
<b>8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....</b>	<b>39</b>
<b>8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....</b>	<b>39</b>
<b>8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....</b>	<b>43</b>
<b>8-6. Registre de chantier.....</b>	<b>43</b>
<b>8-7. Réseaux.....</b>	<b>43</b>
8-8. Constats.....	43
8-9. Voiries d'accès au chantier.....	44
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>44</b>
<b>9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....</b>	<b>44</b>
<b>9-2. Réception.....</b>	<b>44</b>
<b>9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....</b>	<b>45</b>
<b>9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....</b>	<b>45</b>
<b>9-5. Documents fournis après exécution.....</b>	<b>45</b>
<b>9-6. Délai de garantie.....</b>	<b>46</b>

<b>9-7. Garanties particulières.....</b>	<b>46</b>
<b>ARTICLE 10. RÉSILIATION.....</b>	<b>47</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>48</b>
11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	48
11-2. Valorisation des heures.....	48
11-3. Public prioritaire visé.....	49
11-4. Modalité de mise en œuvre.....	49
11-5. Accompagnement de l'action.....	50
11-6. Personnes à contacter.....	50
11-7. Contrôle de l'action d'insertion.....	50
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>51</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

La consultation concerne :

Les travaux d'entretien spécialisé et de réparation du patrimoine ouvrages d'art du réseau routier national du District Alpes du sud de la DIR Méditerranée (départements 04 et 05).

Conformément aux dispositions du Code du travail (article R.4532-1, issu de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993) : la catégorie des prestations, objet de la présente consultation, sera adaptée en fonction de la nature et du montant du bon de commande passé au titulaire.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Réseau de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée. Il s'agit des routes nationales exploitées dans les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes (RN85, RN202 et RN94).

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par délégation de signature donnée aux agents désignés à l'arrêté préfectoral de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, selon les modalités définies ci-dessus.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée (identification de l'ouvrage concerné) ;
- La date de commencement / la durée / le délai d'exécution des travaux ;
- La désignation des prestations ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires et les quantités à mettre en œuvre ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur **2** lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>LOT 1</b>	RN85 et RN202 - département 04
<b>LOT 2</b>	RN85 et RN94 - département 05

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3.1.** Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

### **1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

### **1-3.3.** Conduite d'opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

Le chef de Service d'Ingénierie Routière (SIR13 ou SIR2M) ou le chef de District des Alpes du Sud (DADS) ou le chef du Service Politique de l'Exploitant et de la Programmation (SPEP). Ils peuvent être représentés par leurs adjoints.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le

devis quantitatif détaillé (EXE).

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

### **1-3.5.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

En fonction de la nature des travaux, le maître d'ouvrage désignera un coordinateur SPS pour assurer la mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation.

Ce prestataire est désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

Le contrôle extérieur peut être assuré par :

- Le CEREMA  
30 Rue Albert Einsein, 13290 Aix-en-Provence
- Le titulaire du marché de contrôle extérieur en vigueur

Gestionnaire des voiries : DIRMED - District des Alpes du Sud

Facilitateur social :

- LOT1 : Département des Alpes-de-Haute-Provence  
Objectif-Plus (Digne ; Manosque)  
Bénédicte MEYER  
[clausesociale@objectifplus.org](mailto:clausesociale@objectifplus.org) - 04 92 75 24 47
- LOT2 : Département des Hautes-Alpes  
Sophie LECLERCQ  
[clauses.insertion@hautes-alpes.fr](mailto:clauses.insertion@hautes-alpes.fr) - 04 92 40 39 54

Concessionnaires :

- Orange
- SNCF Réseaux
- RTE
- ERDF
- SFR
- Réseaux communaux
- Les différentes ASA
- GRDF
- Enedis

- ...

La coordination environnementale sera désignée par le maître d’ouvrage en fonction de la nature des travaux et des enjeux environnementaux.

### **1-3.9.** Représentation du maître d’ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d’ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le Directeur Adjoint Exploitation (DAE) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l’article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l’article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l’exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique :

- Via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) ;
- Ou, en cas d'urgence, par mail avec accusé de réception via VISA du titulaire.

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et



l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

### **1-4-2** Sites sensibles

Sans objet.

### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des

mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

## **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

### **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-6.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale

mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-6.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Le sous-traitant est tenu de garantir le titulaire pour ses travaux, contre tous recours et actions exercés contre ce dernier, en vertu des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil, et de l'article 7 de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978. Par conséquent, le titulaire vérifiera que chaque sous-traitant est titulaire d'une police d'assurance en état de validité, avant le commencement d'exécution des travaux qui lui sont confiés.

#### **1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours

d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### 1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### 1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

##### **1-6.5.1.** Clauses sociales pour le/les lot(s) n° LOT 1, LOT 2

Les conditions d'exécution du/des lot(s) n° LOT 1 et LOT2 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

##### **1-6.5.2.** Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

<b>Lot</b>	<b>Conditions d'exécution</b>
LOT 1	Établissement d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) spécifique au chantier, basé sur ce SOPRE.
LOT 2	Établissement d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) spécifique au chantier, basé sur ce SOPRE.

#### **1-6.6.** Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

#### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

#### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les

modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

## **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### ***A-1 Pièces particulières***

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le mémoire technique : par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le mémoire justificatif et explicatif du titulaire joint à son offre, en sa dernière version, constitue un engagement de sa part dont le Maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect, sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus.

### ***Pièces établies postérieurement à la signature du marché :***

- Les éventuels Dossiers d'Exploitation sous Chantier pouvant être nécessaires, selon les Bons de Commande ;
- Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Protection de la Santé, établi(s) en phase de préparation ou au cours du chantier ;
- Les éventuelles études d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux définis dans le Bon de Commande, et devant être validées *Bon pour exécution* ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (DC4), postérieurs à la notification du marché ;

- Les Plans de Respect de l'Environnement (PRE) rattachés aux Bons de Commande ;
- Les Plans d'Assurance de la Qualité (PAQ) rattachés aux Bons de Commande ;
- Les documents en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et ses annexes, avec les modalités pratiques de coopération entre le coordinateur et ses intervenants.

## ***A-2 Pièces générales***

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les textes réglementaires cités dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes AFNOR et CE citées dans les différentes pièces du présent marché ;
- Le guide technique du SETRA du 1er juillet 2007 « chantiers routiers et préservation du milieu aquatique ;
- Les fascicules maintenus en vigueur du CPC ;
- L'ensemble des documents de référence mentionnés au CCTP, et, d'une manière générale et non exhaustive, les guides, règles, recommandations, circulaires et autres documents ou manuels techniques du Ministère de l'Équipement ;
- Les fascicules interministériels applicables aux marchés publics de travaux de génie civil ;
- Le manuel du chef de chantier volume I, IV, V, VI et VII SETRA ;
- Le référentiel de SNCF Réseau « MOA tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire (DSF) » (référentiel IG94589- Version 01 du 18-12-2017) sur les consignes de sécurité techniques.

*Les pièces générales ci-avant énumérées ne sont pas jointes au dossier mais sont réputées être connues des entrepreneurs.*

*Les documents du CEREMA / DirTecITM (ex SETRA) sont disponibles auprès du bureau de vente du Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).*

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.



## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### **3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées d'une part, par application des prix unitaires prévus au marché aux quantités réellement livrées ou exécutées et, d'autre part, par application des prix forfaitaires.

Les prix du marché sont établis en Euros, hors taxes à la valeur ajoutée (T.V.A).

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas présenté la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Les prix du marché s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux et prestations du bon de Commande, ou rattachés à ceux-ci en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Il appartient au titulaire, compte tenu de sa qualité de professionnel avisé, de :

- Signaler au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage toute erreur, omission ou contradiction manifeste dans les pièces qui lui sont transmises ainsi que les contradictions ou discordances éventuelles entre ces pièces ;
- Demander au maître d'œuvre tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses études d'exécution puis à la réalisation des travaux.

### ***Éléments pris en compte dans l'établissement des prix***

En outre, les prix sont réputés avoir été établis en tenant compte des charges, sujétions et dépenses nécessaires à la bonne exécution des travaux et prestations, telles que détaillées ci-dessous :

#### **A – Charges générales et financières**

- Frais généraux, impôts et taxes et la marge du titulaire pour risques et bénéfices ;
- Frais d'assurances complémentaires ou spéciales entraînés par le mode d'exécution des travaux ;
- Tous les frais liés à toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations que ces sujétions résultent :
  - de l'utilisation du domaine public ou du fonctionnement des services publics ;
  - des phénomènes naturels ;
  - de toutes les opérations liées au phasage des travaux ;
  - de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

#### **B – Sécurité et santé au travail (SPS)**

- Dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) : la notification du marché à la fin du délai de garantie décennale y compris la participation aux visites d'inspection commune préalable pendant les travaux avec les

- services de secours, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ;
- Frais liés à la mise en sécurité du chantier ;
- Dépenses liées à la présence éventuelle de substances dangereuses, notamment à la présence de plomb dans une partie de l'ouvrage ou d'amiante dans les enrobés ou le béton ;
- Dépenses liées aux dispositions à prendre et aux protections à mettre en œuvre pour éviter toute chute de matériels, matériaux et outils et tout rejet de déchets dans le milieu naturel ;
- Mesures sanitaires à mettre en œuvre en lien avec la pandémie COVID-19 tant que cela le nécessitera. Des pénalités seront appliquées si les mesures, bien que nécessaires, n'étaient pas mises en œuvre.

### **C – Environnement et développement durable**

- Application de la clause sociale d'insertion pour l'exécution du marché ;
- Dépenses et des sujétions liées au respect des mesures environnementales engendrées par le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) établi sur la base du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Contraintes environnementales et Protection du milieu naturel vis-à-vis des travaux et d'une pollution de toute nature due à l'exécution (pollution accidentelle).  
Toute pollution constatée du fait de l'entrepreneur, fera l'objet d'un constat contradictoire et sera traitée aux frais de l'entrepreneur ;
- Dépenses liées aux mesures engendrées par la gestion et l'élimination des déchets conformément à la démarche du SOPRE ;
- Dépenses liées à la législation et aux contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets ;
- Désignation d'un agent en charge du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier.

### **D – Qualité et conformité technique**

- Dépenses liées aux mesures engendrées par le respect du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- Dépenses liées à toutes prestations intellectuelles, tous rebuts, fournitures, transports, livraison, main d'œuvre, ainsi que toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité des spécifications de chaque Bon de Commande ;
- Aucune plus-value ne sera accordée si l'obtention des caractéristiques exigées impose la réalisation d'opérations non décrites au marché (les pièces écrites et les documents contractuels ne reproduisant pas les règlements généraux, normes, règles de l'art,...sur lesquels ils s'appuient) ;
- Tous les frais résultant des modifications ou corrections ou mises au point des documents suite à des observations de la maîtrise d'œuvre en vue de leur visa ;
- Frais liés à la vérification par l'entrepreneur de la qualité de son travail ;
- Contraintes d'approvisionnement en matériaux, livraisons et délais compris, pour le titulaire, ses sous-traitants et fournisseurs ;
- Sujétions et dépenses résultant des différents contrôles intérieurs pour l'ensemble des travaux.  
En particulier : mise à jour quotidienne du journal de chantier, par le responsable de l'activité (notamment moyens humains et matériels, livraisons, etc.)
- Sujétions, dépenses et pertes de temps (délais de préavis et de mise en œuvre, conformément aux CCAP, CCTP et PAQ) imputables aux différents contrôles extérieurs exercés par le maître d'œuvre ou les organismes mandatés par le maître d'ouvrage ;
- Dépenses liées aux facilités données par l'entrepreneur pour les contrôles extérieurs

restant effectués par le maître d'ouvrage sur le chantier, dans les usines, magasins et ateliers, chez les fournisseurs, tous lieux de fabrication d'éléments constitutifs de l'ouvrage. Celles-ci comprennent notamment la mise à disposition des moyens en matériels, personnels, énergies, des matériaux, produits, composants, elles comprennent également les prestations d'études et de travaux, éventuellement nécessaires ;

- Dépenses liées aux actions relevant des contrôles, vérifications, essais, épreuves, réglages...de l'entrepreneur ou transférées à sa charge et les moyens pour effectuer, y compris pour les ouvrages provisoires et les matériels spéciaux.

## **E – Exécution et achèvement des ouvrages**

- Toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques ;
- Pendant toute la durée des chantiers : des frais de gestion et d'entretien de toute la zone de chantier comprenant également :
  - La gestion, l'entretien et les évacuations des installations de chantier,
  - Le gardiennage du chantier : 7jours/7 et 24 heures/24, Toutes disparitions de matériel étant sous la responsabilité de l'entrepreneur,
  - La remise en état des lieux et des terrains sur l'emprise du chantier, de ses accès et de ses installations ;
- Contraintes géotechniques des terrains, de stockages des matériaux liées aux conditions météorologiques ;
- D'une manière générale : toutes contraintes de phasage, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces du marché ;
- Frais liés à la recherche et la présence d'éventuels réseaux de toute nature ainsi que des chantiers éventuellement nécessaires au déplacement, à la transformation ou à la protection de ces installations.
- Restrictions en matière d'exploitation sous chantier, notamment concernant l'autorisation de réaliser les travaux impliquant des contraintes significatives de circulation ;
- Éventuelles contraintes imposées par la proximité des voies ferroviaires y compris les prescriptions du référentiel SNCF-Réseau « MOA tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire (DSF) » (référentiel IG94589- Version 01 du 18-12-2017), sur les consignes de sécurité techniques et la participation à la visite de sécurité avec la SNCF ainsi que la rédaction de la notice de sécurité ferroviaire ;
- D'une manière générale : sujétions de l'article 8 du présent CCAP et notamment les précautions, les prestations, les indemnités, les dépenses d'équipement et de fonctionnement de chantier et frais complémentaires parmi lesquelles :
  - Les installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP,
  - Les indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'Entrepreneur et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les lieux de dépôt des déblais en excédent, circulations diverses, etc. (art 8-4.1 et 8-4.2 du CCAP),
  - La signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique (art 8-4.5 du CCAP),
  - Le maintien des communications et des écoulements naturels (art 8-4.6 du CCAP),

*A noter que, pendant toute la durée des travaux, les éventuels écoulements hydrauliques existants sur les parties circulées de l'ouvrage sont maintenus et dans les zones de travaux, les eaux sont récupérées et évacuées sans rejet direct.*

- De l'établissement des états des lieux préalables au début des travaux ;
- **Sujétions particulières suivantes :**
  - Délais nécessaires aux éventuelles épreuves d'étude de convenance des bétons,
  - Procédures éventuelles de certification NF de béton (procédure particulière),
  - Procédures éventuelles et des délais nécessaires au maintien du marquage CE des dispositifs de retenue,
  - Contraintes particulières des cheminements internes ;

## **F – Sujétions liées aux phénomènes naturels et intempéries**

Les prix sont également réputés avoir été établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

<b>Nature du phénomène</b>	<b>Intensité limite</b>	<b>Durée ou période de mesure</b>
Vent	70 km/h	1 heure
Pluie d'orage	60 mm	24 heures consécutives
Neige	80 cm	12 heures consécutives
Gel	-5°C	24 heures consécutives sous abri de chantier

*Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels (vent, pluie, et gel) : Station météo-France la plus proche du site des travaux.*

*Pour le phénomène « neige », qui n'est pas une donnée enregistrée par Météo-France, le seuil retenu sera adapté sur le site du chantier.*

**En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :**

- \* *Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;*
- \* *La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;*
- \* *La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;*
- \* *La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.*

Les pièces du marché renseignent l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur

volume, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux, études, investigations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont nécessaires pour l'obtention complète du résultat final objet du marché.

Dans cette optique, l'ensemble des prix prévus au marché est supposé rémunérer l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux spécifications du marché. Les prix sont également réputés inclure toutes les dépenses générales nécessaires au bon déroulement du chantier.

L'entrepreneur est censé avoir pris connaissance sur le site des travaux de l'ensemble des données géologiques, géotechniques, hydrologiques, administratives, d'accessibilité, d'exploitation...

Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG le maître d'ouvrage fournira à titre gratuit les prestations suivantes :

Le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A – Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché

provisaires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

## **B – Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 20 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Un décompte final doit être établi pour la période ferme et chaque reconduction du marché.

A l'issue de chaque période, si le montant minimum du marché n'est pas atteint, le titulaire a droit à l'indemnisation prévue à l'article 15.2 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-6-1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : CGFB200013
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

***Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.***

#### **3-2-6.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur confie au maître d'œuvre la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le maître d'œuvre notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1.** Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

<b>Index</b>	<b>Désignation</b>
TP01	Index général TP
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

Ces index sont publiés :

- Sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index ;
- Au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

<b>Index</b>	<b>Prix</b>
TP01	Les séries de prix 100, 200, 1700, 1800 et 1900
TP02	Les séries de prix 300,400,500,600,700,800,900,1000,1100,1300,1 400,1500 1600 et les prix 1200 à 1246
TP09	Les prix 1250 à 1295

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.4 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou



d'attente.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci dessus.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

La périodicité de la révision est de 12 mois. La première révision est effectuée au mois de janvier de chaque année avec :

$I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Par dérogation au 10.4.4 du CCAG, valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

## **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;

- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXECUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Toutes les pénalités ci-dessous sont applicables aux deux (2) lots.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 500€ par jour de retard constaté.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3.3. Pénalités pour retard d'exécution des délais spécifiques**

**Pénalités pour coupure totale supplémentaire de la circulation sur la RN considérée.**

Le titulaire subit, en cas de non-respect des délais spécifiques, correspondant aux coupures totales de la circulation de 24h ou de nuit (bétonnage et prise du béton pendant 16h de massifs

d'ancrages des bâtis ou à la pose et dépose, des SMV) les pénalités forfaitaires de 10 000€ par coupure de nuit supplémentaire.

#### **Pénalités pour remise en circulation tardive à l'issue d'une coupure**

Le titulaire encourt une pénalité de 2000€ par tranche de 30 minutes de retard dans la réouverture à la circulation à la suite d'une coupure.

Par dérogation à l'article 19.2.5 Alinéa 2 du CCAG, les pénalités appliquées sur les délais spécifiques seront maintenues même si le délai global est respecté.

### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

#### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de :

<b>Lot</b>	<b>Pénalité</b>
<b>LOT 1</b>	500 €
<b>LOT 2</b>	500 €

Si les titulaires des différents lots ont mis en place une organisation commune des installations de chantier et qu'ils ont informé le maître d'œuvre de cette organisation, la pénalité n'est appliquée qu'au titulaire du lot responsable de la gestion des installations de chantier.

#### **4-4.2. Documents fournis après exécution**

Si l'entrepreneur n'a pas remis au maître d'œuvre un DOE tel que prévu à l'article 9-5 du présent CCAP dans le délai de 30 jours, son retard sera sanctionné par des pénalités, sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire, fixées par jour calendaire de la manière suivante :

- 500,00 € par jour pendant les 15 premiers jours calendaires de retard,
- 1 000,00 € par jour ensuite.

Ces pénalités seront applicables d'après le calcul du délai de remise du DOE indiqués à l'article 9-5 du présent CCAP.

En cas de retard persistant de l'entrepreneur dans la remise d'un DOE complet et exact, le maître d'ouvrage pourra faire compléter ou corriger le DOE aux frais et risques de l'entrepreneur après une mise en demeure restée infructueuse pendant 8 jours calendaires avec préjudice d'une pénalité journalière de 15 000,00 € .

Si à la date à laquelle l'entrepreneur devrait se voir notifier le décompte général en application de l'article 13.4.2 du CCAG, ces pénalités de retard continuent à courir ou si le coût définitif d'élaboration d'un DOE corrigé ou complété aux frais et risques du titulaire n'est pas connu, le

délai de notification du décompte général sera suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit possible d'y inscrire en moins-value le montant définitivement connu de la réfaction ou des pénalités, sans que des intérêts moratoires ne puissent courir pendant la période considérée sur le solde du décompte général du marché.

#### **4-4.3.** Documents nécessaires à l'exécution du marché

Pour non-remise des études et documents d'exécution suivant les dispositions des articles 8-1 et 8-2. du présent C.C.A.P., des dispositions du CCTP sur les documents à produire et leur délai de remise ou des dispositions générales ou spécifiques des PAQ arrêtés : le titulaire encourt une pénalité fixée forfaitairement à 1 000,00 € dès le premier jour de retard. Le montant de la pénalité sera porté à 1 000,00 € par jour de retard supplémentaire.

#### **4-4.4.** Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

#### **4-4.5.** Clauses sociales concernant les lot(s) lots n°1 et 2

En cas de non réalisation ou de réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'appliquer, après mise en demeure préalable non suivie d'effets, une pénalité forfaitaire égale **au nombre d'heures d'insertion non réalisées multiplié par quarante (40) euros**.

Cette pénalité ne sera cependant pas due si le constat visé plus haut d'impossibilité d'atteindre les objectifs a été préalablement accepté et signé par le donneur d'ordre.

En cas de défaut caractérisé de participer à l'évaluation des obligations relatives à l'insertion une pénalité forfaitaire de **cinq cents (500) euros** sera appliquée en cas de mise en demeure émise par le donneur d'ordre, non suivie d'effets.

#### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000€ euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.7** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

#### **4-4.8** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **Concernant les clauses sociales**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée :

- Pour le Lot 1 : à la structure Objectif Plus - Économie Sociale et Solidaire (département des Alpes-de-Haute-Provence) ;
- Pour le Lot 2 : au Conseil Départemental des Hautes-Alpes.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre et les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

La structure Objectif Plus - Économie Sociale et Solidaire et le Conseil Départemental des Hautes-Alpes sont responsables du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée ;
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant :

- LOT 1 : Département des Alpes-de-Haute-Provence  
Objectif-Plus (Digne ; Manosque)  
**Bénédicte MEYER**  
[clausesociale@objectifplus.org](mailto:clausesociale@objectifplus.org) - 04 92 75 24 47
- LOT 2 : Département des Hautes-Alpes  
**Sophie LECLERCQ**  
[clauses.insertion@hautes-alpes.fr](mailto:clauses.insertion@hautes-alpes.fr) - 04 92 40 39 54

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

#### **4-4.9. Autres pénalités diverses**

Pour l'ensemble des pénalités énumérées ci-après, le titulaire (mandataire en cas de groupement) et l'entreprise responsable pourront se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par le représentant du maître d'œuvre, du coordonnateur environnemental ou du coordonnateur SPS (dans son champ de compétence), sans mise en demeure préalable.

#### ***Pénalité pour travail dissimulé***

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 500 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant des travaux dévolus au contrevenant et ne peut dépasser 45 000 €. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RPA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

### ***Pénalités et retenues pour NON-RESPECT des règles de SÉCURITÉ et de SIGNALISATION***

En cas de non-respect des consignes de sécurité qui s'imposent sur chantier (notice de sécurité et PPSPS,...), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

En cas de non-respect des documents validés par la maîtrise d'œuvre (document d'exécution, procédure spécifique...) il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée par jour.

En cas de manquement à ses obligations, en matière de mise en place, de surveillance et de maintenance des dispositifs de signalisation, de balisage et de retenues temporaires mis en œuvre dans le cadre du présent marché, le titulaire encourt, une pénalité forfaitaire de 1 500,00 € par jour calendaire où la défaillance est constatée.

En cas de non-respect des consignes de sécurité s'appliquant aux engins (défaut sur engin ou engin en surcharge), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

Ces pénalités pourront être appliquées à la date du constat qui aura été établi par la Maîtrise d'œuvre qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en cas de refus de signature.

### ***Pénalités et retenues pour NON-RESPECT du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC)***

En cas de non-respect des consignes édictées dans le DESC et/ou l'arrêté de circulation, il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

### ***Pénalité pour NON-RESPECT des consignes édictées dans le P.A.Q.***

Pour le non respect des mesures générales, des procédures d'exécution et des points d'arrêts établis dans le P.A.Q., il sera appliqué une pénalité de 500,00 € par infraction constatée.

En cas de récidive, le montant de cette pénalité sera porté à 1 000,00 €.

Cette pénalité pourra être appliquée à la date du constat qui aura été établi par la Maîtrise d'œuvre qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en refus de signature.

### ***Pénalités pour NON-RESPECT des normes en vigueur NF EN ou EN et marquage CE***

Après constatation par la maîtrise d'œuvre du non respect de ces normes, une pénalité de 1 000€ par infraction constatée sera appliquée .

### ***Pénalités pour non réalisation d'une épreuve de convenance prévue au CCTP ou au BPU***

Après constatation par la maîtrise d'œuvre de la non réalisation d'une épreuve de convenance, une pénalité de 1 000€ par infraction constatée sera appliquée.

## ***Pénalité pour NON-RESPECT des prescriptions du SOPRE et du PRE***

Dans le cas de non-respect des prescriptions du SOPRE et de la NRE, de déversement de produits polluants pour l'Environnement par négligence, par accident ou de façon involontaire, de la destruction de milieux présentant un intérêt écologique, le défaut de mise en œuvre de la gestion et d'élimination des déchets comme identifié dans le SOPRE ou le PRE, le titulaire encourt, une pénalité journalière fixée ci-dessous jusqu'à ce que les mesures prévues par le PRE soient mises en œuvre ou que les travaux pour réparer et compenser les dommages causés sur l'environnement soient mis en œuvre.

Le coût des travaux à mettre en œuvre pour réparer et compenser les dommages causés sur l'environnement sont à la charge du titulaire.

Les pénalités suivantes sont applicables pour non-respect volontaire ou par négligence des prescriptions environnementales :

### **A - Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :**

- Non respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement ;
- Mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...) ;
- Mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic ;
- Jours d'absence du Chargé Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

**La pénalité encourue est de 500€ par cas constaté.**

### **B - Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :**

- Nettoyage du chantier et de ses abords insuffisant ;
- Pénétration des engins dans les zones interdites et non respect des limites d'emprises préservées ;
- Emission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ;
- Dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non respect des horaires de travail autorisés par la réglementation ;
- Rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- Stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche ;
- Défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement ;
- Nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet et sans dispositif de rétention out traitement adapté ;
- Coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du coordonnateur environnement.

**La pénalité encourue est de 2000€ par jour calendaire ou par cas constaté.**



C - Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- Élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées ;
- Rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine ;
- Destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt ;
- Coupes et abattages pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés ;
- Remblaiement non autorisé de zone humide.

**La pénalité encourue est de 10 000 € par cas constaté.**

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaire.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

D - Non-respect des délais de réclamation d'un tiers :

L'entreprise s'engage à :

- Ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre ;
- Régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification :
  - Soit par indemnisation du tiers,
  - Soit par lettre motivant le refus d'indemnisation.

Le non-respect de chacun de ces délais entraînera pour chacun des dossiers de réclamation l'application d'une pénalité de 100€ (cent euros) par jour calendaire de retard.

***Pénalité pour Non-entretien des voiries, pistes et accès de chantier, abords de chantier, etc. ...***

En cas de défaut d'entretien, des voies de circulation publiques et de raccordement aux entrées de chantier, des pistes de chantier, des clôtures et aménagements et ouvrages, le titulaire encourt une pénalité journalière de 5000€ .

Cette pénalité pourra être appliquée à la date du constat qui aura été établi par la Maîtrise d'œuvre qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en refus de signature.

### ***Pénalité pour non-respect du délai pour une intervention d'urgence***

En cas de non-respect des délais d'intervention pour une intervention d'urgence fixés à l'article 4-5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité cumulative de 500€ par quart d'heure. Tout quart d'heure entamé étant compté comme un quart d'heure complet. .

Cette pénalité pourra être appliquée à la date du constat qui aura été établi par la Maîtrise d'œuvre qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en refus de signature.

Toutes les pénalités énumérées ci-dessus sont cumulables. Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur.

## **4-5. Interventions urgentes**

Les interventions urgentes seront effectuées par l'envoi de bon(s) de commande, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou sur simple appel téléphonique, confirmé par échange de mail par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

Elles concernent les prestations suivantes :

- Travaux sur joints de chaussée (mise en sécurité) ;
- Travaux sur dispositifs de retenue (mise en sécurité et remise en état) ;
- Travaux sur béton et maçonneries (démolitions pour purges de sécurité sur éclats de béton ou de pierre en formation) ;
- Travaux de confortement ou d'urgences liées des affaissements ou éboulements.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 06h00 à 21h00) : délai de 12h00
- En heures nuit (soit de 21h00 à 06h00) : délai de 18h00
- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 18h00.

Le délai commence à courir à partir de la réception de l'appel téléphonique, de la notification PLACE, ou du courriel.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations

confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
LOT 1	5 %
LOT 2	5 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

## **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

## **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

## **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

# **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

## **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

## **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

## **7-4. Piquetage général**

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

*L'entreprise reconnaît que les éléments du DCOE sont suffisants pour réaliser ses études d'exécution et assumer la part de conception à sa charge. Elle n'attend aucun complément d'étude du MOE et considère son PRO comme lui permettant parfaitement de mener ses études d'exécution.*

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOPRE, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 35 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 35 jours à compter du début de la période de préparation.

### **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

### **8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le projet des installations de chantier indique, notamment :

- La situation sur plan des locaux pour le personnel ;
- Leurs accès à partir de l'entrée du chantier ;

- Leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ;
- Leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

###### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

###### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux, la signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique, sera réalisée par l'Entrepreneur, sous le contrôle des gestionnaires de voiries concernées.

L'Entrepreneur en assurera l'entretien pendant toute la durée du chantier correspondant (signalisation interne et externe au chantier) y compris pendant les phases d'ajournement.

Ces dispositions sont étendues aux éventuelles voies privées rencontrées après mise au point des modalités avec leurs propriétaires ou gestionnaires.

En vue de l'obtention des arrêtés de circulation pour la phase d'exploitation sous chantier, le titulaire devra remplir et se conformer au cadre du dossier d'exploitation sous chantier (DESC) fourni par le maître d'œuvre et validé par l'exploitant ou à l'arrêté de circulation.

Pour chaque signalisation provisoire prévue sur une voie publique, l'Entrepreneur soumettra, à l'exploitant, via le Maître d'Œuvre, un (1) mois au plus tard avant la date de sa mise en place, un projet de Dossier d'Exploitation Sous Chantier associé, en cas de nécessité, au plan de projet de la déviation provisoire, de ses équipements et de la signalisation.



Le titulaire devra obtenir l'accord du maître d'œuvre au moins huit (8) jours avant la mise en service de la signalisation.

L'Entrepreneur doit demander auprès des services compétents l'approbation, par arrêté de police, des mesures de restrictions de circulation et de la signalisation temporaire proposée, y compris pour l'acheminement des éventuelles parties d'ouvrages, engins ou grue nécessitant le recours à des transports exceptionnels.

A l'obtention de la décision d'approbation, l'Entrepreneur en adressera sans délai copie au Maître d'Œuvre.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des services ci-après :

- Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, représentée par le District des Alpes du Sud ;
- Conseil Départementale des Alpes-de-Haute-Provence (04) et/ou des Hautes-Alpes (05) pour les routes départementales ;
- Les communes pour les voies communales.

---

Elle doit être conforme :

- A l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie – notamment la 8<sup>e</sup> partie « signalisation temporaire » (arrêté du 11/2011), ainsi que le volume 1 (Routes bidirectionnelles, édition 2000) ;
- A la circulaire n° 96-014, en date du 6 février 1996, relative à l'exploitation sous chantier (élaboration des Dossiers d'Exploitation Sous Chantier).

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée et sous la garde de l'entreprise titulaire, de jour comme de nuit (24 heures / 24 et 7 jours/7).

---

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné peut être réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10 sur les sections proposées par le titulaire en fonction du phasage des travaux et de la visibilité des utilisateurs. L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquet K10 est assurée par le titulaire (l'entreprise chargée de l'exécution de la prestation).

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné peut être réalisée par feux tricolores, sur les sections proposées par le titulaire en fonction du phasage des travaux et de la visibilité des utilisateurs.

**Avant le début des travaux** et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le **RESPONSABLE (et SON SUPPLÉANT) DE L'EXPLOITATION ET DE LA SIGNALISATION** du ou des chantiers.

Le responsable et suppléant sont désignés pour toute la durée des travaux et doivent pouvoir être contacté de jour comme de nuit, week-end compris.

---

Pour chacun des éléments de signalisation, le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve des panneaux :

- AK5 (avec et sans tri-flash) ;
- K5a ;
- K5c ;
- K8 multichevron ;

- K16 ;
- K2 ;
- AK3.

La signalisation sera maintenue en place et en état de fonctionnement pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit y compris sur les déviations d'itinéraires mises en place pour les besoins de l'opération.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux. Les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro -réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 - paragraphe c : matériels mobiles alinéas 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>e</sup> partie : *signalisation temporaire du 6 novembre 1992*.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre– Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Le titulaire prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé au domaine public et privé. A ce titre, un constat d'état des lieux sera fait par le maître d'œuvre et cosigné par le titulaire.

Le titulaire devra informer immédiatement le maître d'œuvre et maître d'ouvrage des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

Une fois les travaux terminés, le Maître d'œuvre rédigera un constat de remise en état qui sera cosigné par le titulaire.

Les travaux seront interrompus durant les jours dit « hors chantier » sur demande du Maître d'œuvre. La veille des journées 'hors chantier', les travaux seront arrêtés obligatoirement à seize (16) heures, afin que le titulaire procède à la remise en état des chaussées, à la dépose de la signalisation et au remontage des équipements.

Il appartient à l'entreprise d'établir les DICT auprès des différents gestionnaires des voies et réseaux situés dans l'emprise des travaux. L'entreprise effectue les demandes de police de roulage (arrêtés de circulation) suffisamment en amont du début des travaux afin de ne pas retarder le déroulement des travaux. Les réseaux sous-terrains sont positionnés précisément sur le site des travaux par l'entreprise éventuellement à l'aide de sondages.

L'entreprise prend toutes les précautions et mesures nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé sur les différents réseaux rencontrés. L'entrepreneur ne peut présenter de réclamation, de quelque nature que ce soit, du fait de la présence de canalisation ou conduite sur le tracé de ses ouvrages ou des modifications qu'il serait amené à réaliser sur celles-ci. Il reste responsable des dommages qui pourraient être causés. Le cas échéant, il avertit les services compétents et prend immédiatement les mesures qui s'imposent pour réparer les installations endommagées.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

## **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **8-7. Réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des sujétions particulières imposées par les différents concessionnaires recensées à l'article 7 du présent CCAP. Le titulaire ou son sous-traitant devra être habilité à réaliser les travaux sur ces réseaux conformément aux prescriptions de chaque concessionnaire.

## **8-8. Constats**

En complément de l'article 12 du CCAG et pour éviter toute interprétation, les constats établis par la Maîtrise d'œuvre seront présentés à l'entreprise concernée ou à défaut au mandataire pour signature sur le champ :

- Le constat signé des deux parties sera remis à l'entreprise ;
- Dans le cas où l'entreprise refuse de signer le constat, la Maîtrise d'œuvre notera sur le constat le motif de ce refus, remettra par Bordereau d'Envoi une copie à l'entreprise et transmettra le constat par Ordre de Service au mandataire ou titulaire ;
- Dans le cas où le constat est signé avec réserves, seule la mention « Avec réserves » accompagnée de la signature de l'entreprise seront apposées sur le constat.

Dans les deux derniers cas, l'entreprise devra par écrit préciser et argumenter ces réserves au Maître d'œuvre et cela dans les quinze jours qui suivent la signature ou présentation du constat. A défaut du respect de ce délai, les réserves ne seront plus recevables.

## **8-9. Voiries d'accès au chantier**

Avant tout début des travaux, un état des lieux associé à un relevé photo ou vidéo à la charge de l'entrepreneur sera dressé contradictoirement entre l'entrepreneur et les gestionnaires des voies concernées.

En cas de dégradation constatée sur la voirie, l'article 8-4.8 du présent CCAP s'applique.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

#### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre la totalité des éléments constitutifs du DOE tels que décrits ci-dessous, au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date qu'il aura indiquée au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre comme correspondant à celle de l'achèvement des travaux en application du premier alinéa de l'article 41.1 du CCAG.

Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Le programme et le calendrier réel d'exécution ;
- Le dossier de récolement des plans d'exécution et de modification et notes de calculs conformes à l'exécution ;
- Le dossier de synthèse environnementale ;
- L'ensemble des procès-verbaux de réunions ;
- Le recueil des procédures mises en œuvre sur le chantier, accompagnées des fiches produits des fournitures utilisées ;
- Les fiches de non-conformités éventuelles ;
- Le PAQ de récolement et les fiches de suivi, les PV de réception des fournitures et matériaux, les PV de mesures et constatations spécifiques sur chantier ;
- Le rapport sur l'ensemble des incidents de chantier ;
- Le dossier photographique en couleur du chantier commenté.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- ✓ Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad,
- ✓ les autres documents :
  - ppt, doc, xls, pour Microsoft Office,
  - sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice ;
- ✓ PDF : ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format *Zip*.

## **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-7. Garanties particulières**

### **9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité**

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur l'ouvrage pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou

réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution en application des critères et selon les termes définis par le CCTP.

#### **9-7.2.** Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection (vernis, peinture, ...) appliqué sur l'ouvrage et de son aspect pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

#### **9-7.3.** Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, vernis, etc.) appliqué sur l'ouvrage et son aspect pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

#### **9-7.4.** Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué sur l'ouvrage et son aspect pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

#### **9-7.5.** Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

#### **9-7.6.** Autre(s) garantie(s) particulière(s)

- Joints de chaussée (pose et fourniture) 10 ans ;
- Appareils d'appuis (pose et fourniture) 10 ans.

### **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable aux lots suivants :

Désignation des lots	
<b>LOT 1</b>	RN85 et RN202 - département 04
<b>LOT 2</b>	RN85 et RN94 - département 05

Pour l'exécution des lots n°1 et n°2, chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

Lot	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché
LOT 1	250H/an
LOT 2	350H/an

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue **un minimum obligatoire**. Le titulaire du marché sera libre de réserver un volume plus important.

Les entreprises auront la possibilité de globaliser les objectifs des 4 années du marché afin de leur laisser la possibilité de recruter une personne sur une année du marché et ainsi de proposer des parcours de formation

L'ensemble des actions mises en œuvre, doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

### **11-2. Public prioritaire visé**

Cette action concerne des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Ces personnes habitant prioritairement les territoires doivent relever notamment de l'une des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, sans qualification ou formation (niveau inférieur ou égal au niveau 3 - CAP BEP) ou/et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- Les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les demandeurs d'emploi inscrits de 50 ans et plus ;
- Les bénéficiaires des minimas sociaux ;
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés ;
- Les personnes en parcours au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires, être considérées comme relevant des publics prioritaires.



**Dans tous les cas, la validation préalable de l'éligibilité des personnes bénéficiaires de la clause devra faire l'objet d'une demande** auprès du Facilitateur des clauses sociales.  
L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle

### **11-3. Modalité de mise en œuvre**

Pour satisfaire son engagement, l'entreprise pourra notamment :

- Soit recruter directement les bénéficiaires au sein des catégories listées ci-dessus ;
- Soit confier à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou une association Intermédiaire la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- Soit recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (G.E.I.Q.) pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- Soit sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d'insertion à une entreprise d'insertion.

#### **Globalisation des heures d'insertion :**

Dans le cas de figure où le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire pourra solliciter auprès du Département la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Pour globaliser les heures, le titulaire doit demander une validation au préalable de la démarche auprès du Département et du Facilitateur désigné dans la présente consultation.

### **11-4. Accompagnement de l'action**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur dont les coordonnées seront précisées à la notification du marché.

Il aura pour mission :

- Informer et conseiller les entreprises soumissionnaires sur les modalités possibles de réalisation ;
- Identifier le besoin éventuel des entreprises (profil de poste etc.) ;
- Proposer des candidats susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
- Fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché ;
- Mobiliser des outils pour faciliter l'embauche ou l'insertion (PMSMP- stage, formations etc.) ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

## **11-5. Personnes à contacter**

<b>Lot</b>	<b>Coordonnées du facilitateur</b>
LOT 1	<b>Bénédicte MEYER</b> Département des Alpes-de-Haute-Provence Objectif-Plus (Digne ; Manosque) <a href="mailto:clausesociale@objectifplus.org">clausesociale@objectifplus.org</a> - 04 92 75 24 47
LOT 2	<b>Sophie LECLERCQ</b> Département des Hautes-Alpes <a href="mailto:clauses.insertion@hautes-alpes.fr">clauses.insertion@hautes-alpes.fr</a> - 04 92 40 39 54

## **11-6. Contrôle de l'action d'insertion**

Pendant et à l'issue du marché, il sera procédé au contrôle, par le Facilitateur, de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action :

- ✓ Justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées ;
- ✓ Date d'embauche ;
- ✓ Type de contrat ;
- ✓ Poste occupé ;
- ✓ Attestation mensuelle d'heures d'insertion ;
- ✓ Tout autre document utile au suivi.

En cours de réalisation du marché, l'entreprise titulaire du marché sera donc sollicitée pour des évaluations quantitatives et/ou qualitatives de l'exécution du marché sur le plan de l'insertion et pour produire des renseignements sur la mise en œuvre de l'action.

En tout état de cause, l'entreprise doit informer le donneur d'ordre par courrier recommandé avec accusé de réception ou par fax, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement et quelles qu'en soient les raisons. Dans ce cas, le donneur d'ordre étudiera avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Si les moyens mobilisés ne permettent pas d'atteindre les objectifs, un constat devra être fait par écrit et signé par le donneur d'ordre et l'entreprise.

Une obligation générale d'information tout au long de l'exécution du marché s'applique ainsi à l'entreprise attributaire. Le non-respect de cette obligation d'information constituera un manquement de l'entreprise à son engagement d'insertion conformément au présent marché et le donneur d'ordre pourra procéder à sa résiliation dans les conditions prévues au CCAG.

### **En cas de recours à la co ou sous-traitance**

En cas de co ou sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le Facilitateur et « le Donneur d'Ordre » afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **A - CCAG :**

CCAP		
CCAP 1-1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	9.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	10.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-3.3	déroge à l'article	19.2.5 alinéa 2 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge aux articles	29.1.4 et 29.1.5 du CCAG
CCAP 8-4.2	déroge aux articles	9.1.1 et 31.2 du CCAG
CCAP 8-4.4	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG

### **B - CCTG et CPC travaux publics**

CCTP		
CCTP 2.13.1	déroge au fascicule	65 du CCTG
CCTP 2.13.3	déroge à l'article	8.1.2.2 du fascicule 65 du CCTG
CCTP 2.13.3.3	déroge à l'article	8.1.2.4 du fascicule 65 du CCTG
CCTP 2.13.3.5	déroge à l'article	8.1.2.3 du fascicule 65 du CCTG
CCTP 2.25	déroge à l'article	6.1 du CCAG
CCTP 3.01.2.2	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCTP 3.17.2.4	déroge à l'article	11 titre 1 du fascicule 27 du CCTG

**C - Normes françaises homologuées**

Sans Objet

**D - Autres normes**

Sans Objet